



**PRÉFET
DE LA
MARTINIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté

**mettant en demeure la société SAEM LE GALION située sur la commune de
Trinité de respecter certaines prescriptions pour son usine sucrière, en
application de l'article L.171-8 du code de l'environnement**

LE PRÉFET

- Vu le code de l'environnement, et notamment le Livre V, Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R.511-9 et son annexe relative à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que son article L.171-8 ;
- Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination du préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique - M. BOUVIER (Jean-Christophe) ;
- Vu le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de la Martinique, sous-préfète de Fort-de-France - Mme GOLA de MONCHY (Laurence) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°09-02558 du 29 juillet 2009 portant prescriptions complémentaires relatives à la mise en œuvre des meilleures technologies disponibles à la SAEM du GALION pour l'usine de production de sucre de canne qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Trinité ;
- Vu le rapport de l'inspection RI/ENV/22-135 du 7 avril 2022 relatif au contrôle des suites de la visite d'inspection du 4 avril 2022 ;
- Vu la consultation de l'exploitant par courriel du 27 septembre 2022 sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant ce qui suit :

1. l'exploitant n'a pas donné suite aux demandes de la dernière visite d'inspection du 4 avril 2022 formulées dans le rapport du 7 avril 2022 et ce malgré les délais dépassés ;
2. le non-respect de plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 susvisé est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
3. en application des dispositions prévues par l'article L.171-8-I du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;
4. l'absence d'observations de la part de l'exploitant lors du contradictoire réalisé par courriel du 27 septembre 2022 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Martinique,

ARRÊTE

Article 1 - Mise en demeure

En application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, la société SAEM LE GALION (SIRET : 41396951000028) dont le siège social est situé route de Fourniol sur la commune de SAINTE-MARIE, et exploitant d'une usine sucrière située Usine du Galion à la Trinité est mise en demeure de respecter les dispositions des articles :

Dans un délai n'excédant pas 3 mois :

- **3.2.4 et 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 susvisé**, en rendant conforme les émissions atmosphériques sur le paramètre poussières et sur la vitesse d'éjection et de transmettre une nouvelle analyse le confirmant ;

Dans un délai n'excédant pas 1 an :

- **Article 74.3 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2009 susvisé**, en rendant conforme l'ensemble des stockages susceptibles de créer une pollution. À cette fin, l'exploitant réalise dans un premier temps une étude technico-économique permettant d'élaborer le plan d'actions des mises en conformités. Cette étude devra être transmise à l'inspection **dans un délai n'excédant pas 3 mois** et comportera, *a minima* :
 - un inventaire des stockages identifiés comme susceptibles de créer une pollution des eaux et des sols avec leurs caractéristiques (produits, quantités, risques, qualité du réservoir...) ;

- un plan de localisation des stockages ;
- la problématique associée à chaque stockage ;
- l'ensemble des solutions pour rendre conformes les stockages au sens de l'article susvisé ou les solutions alternatives présentant les mêmes garanties lorsque que les capacités de rétention au sens strict de l'article ne peuvent être mises en place dans des conditions technico-économiques acceptables. À chaque stockage non conforme, un bilan-coût avantage des solutions doit être présenté ;
- un échéancier de réalisation des mises en conformité dans le délai susvisé.

Article 2 - Publicité et Ampliation

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Martinique pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée :

- à la secrétaire générale de la préfecture de la Martinique ;
- au directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Martinique
- au maire de la commune de Trinité ;

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société SAEM LE GALION.

Fort-de-France, le 14 NOV. 2022

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale
de la Préfecture de la Martinique

Laurence GOLA DE MONCHY

Délai et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Fort-de-France, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

En application du dernier alinéa de l'article L. 171-8-II-1° du code de l'environnement, l'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure d'astreinte ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.